



CCEI BANK GE

Groupe Afriland First Bank



RAPPORT ANNUEL

2016

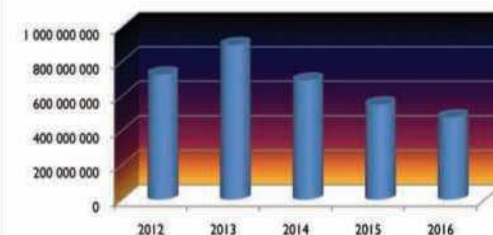
Le Pacte de Réussite

EVOLUTIONS CHIFFRES CLES CCEI BANK GE SUR 5 ANS

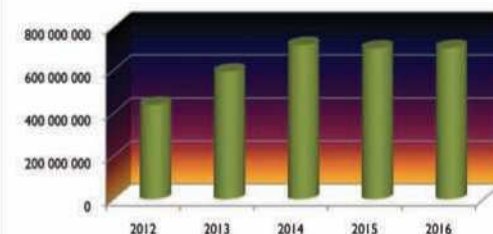
En milliers de francs CFA

	2012	2013	2014	2015	2016
DEPÔTS DE LA CLIENTELE	725 722 197	895 939 638	690 678 733	550 976 806	476 740 038
CREDITS A LA CLIENTELE	438 497 687	592 144 719	715 804 218	700 262 539	702 768 889
TOTAL BILAN	895 005 224	1 071 474 482	912 769 174	833 311 646	809 559 283
RESULTAT NET	16 456 839	12 477 459	10 888 943	9 224 833	2 382 061

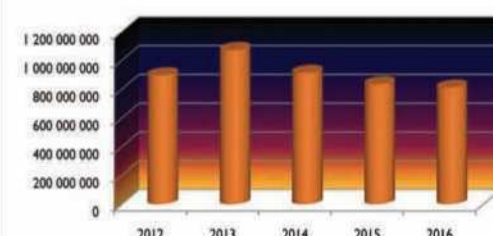
DEPÔTS DE LA CLIENTELE



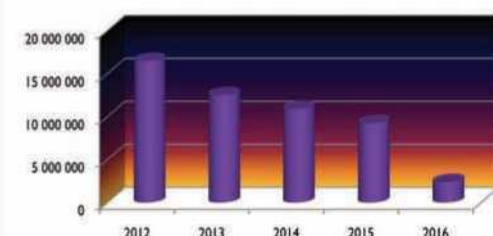
CREDITS A LA CLIENTELE



TOTAL BILAN



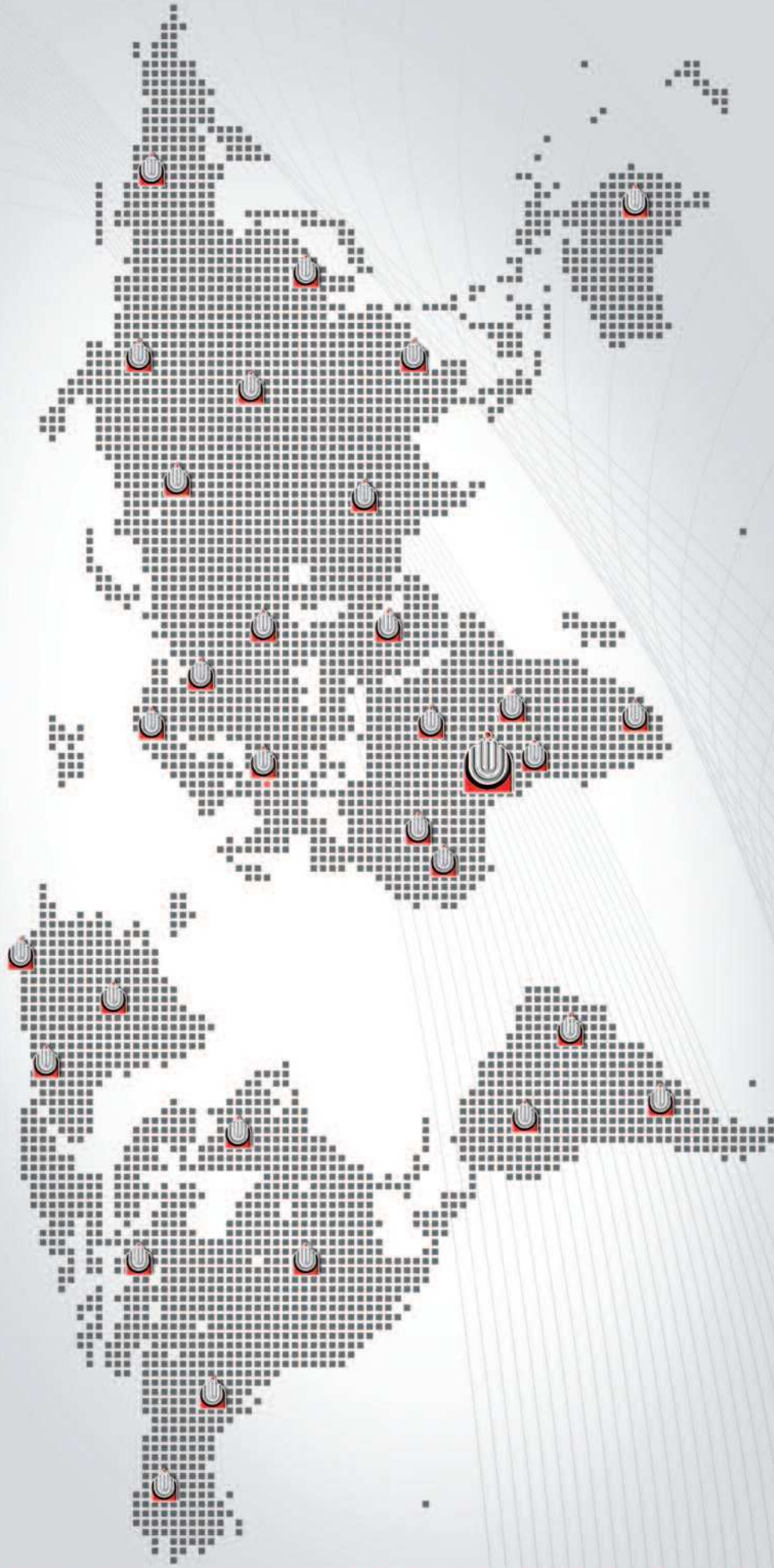
RESULTATS NET





SOMMAIRE

- A** Message du Président
- B** Organe de Gestion
- C** Conjoncture économique
- D** Activités de la Banque
- E** Rapport financier
- F** Rapport Général des Commissaires aux Comptes
- G** Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes



Le Pacte de Réussite / El Pacto del éxito

Siège Social : Zone Malabo II • B.P. : 428 Malabo • Tél : 00240 333 09 22 03 / 00240 333 09 29 10
Fax : 00240 333 09 33 11 • Code Swift : CCEIGQQQ • Site Web : www.cceibankge.com



M. Baltasar ENGONGA EDJO'O, P.C.A

Messieurs les actionnaires de la CCEIBANK GE

C'est avec un réel plaisir que je voudrais vous souhaiter la bienvenue dans cette enceinte qui nous accueille une fois de plus à l'occasion de la session de notre Conseil d'Administration, une session ô combien capitale dès lors qu'elle s'inscrit dans un contexte de recession économique et de notre devoir nous maintenir sur les hauteurs du marché bancaire de la Guinée Equatoriale et de la sous-région Afrique Centrale.

Avant de revenir sur nos performances, il faut relever que la CCEI BANK GE a évolué dans un environnement en surchauffe, Au plan international, le ralentissement observé au cours de l'année 2015 s'est accéléré en 2016, en particulier dans les économies émergentes et en développement.

La croissance mondiale s'est établie à 3,1% en 2016 contre 3,4% en 2015. Cette situation, de l'avis du FMI, s'explique par une dégradation des perspectives pour les pays avancés à la suite du vote du Royaume-Uni, en juin 2016, en faveur de la sortie de l'Union européenne (Brexit) et par une croissance plus faible que prévu aux États-Unis. D'autres risques recensés restent des facteurs importants, notamment l'ajustement qui est en cours en Chine et ses répercussions qui demeurent pertinents, alors même que l'état d'esprit à court terme envers la Chine semble s'améliorer après l'anxiété aiguë qui a été observée au début de l'année. Le Brésil et la Russie demeurent confrontés à une situation macroéconomique difficile.

En Afrique, l'année 2016 a été difficile pour de nombreux pays et la croissance régionale est descendue à 1,4 % contre 3,4% en 2015. Il s'agit du niveau le plus faible depuis plus de deux décennies. La plupart des exportateurs de pétrole ont été en recession et la conjoncture est restée difficile dans les autres pays riches en ressources naturelles. En effet, les plus grandes économies d'Afrique subsaharienne (Afrique du Sud et Nigéria) connaissent un ralentissement prononcé ou une recession du fait de l'interaction entre la baisse des prix des produits de base et des conditions économiques difficiles. Logiquement, ces pays tirent vers le bas la croissance africaine qui devrait se situer à 3,7%. En revanche, dans certains pays, la croissance a continué d'être robuste à l'instar de la Côte d'Ivoire, du Kenya et du Sénégal.

Les pays de la CEMAC sont durement touchés par le choc pétrolier et peinent encore à se remettre de la dégradation sans précédent des termes de l'échange et des pertes de recettes budgétaires qui en ont résulté. Ceci a pour conséquence un affaiblissement de la croissance, combinée aux coûts économiques et sécuritaires dans certains pays de la sous-région. Selon les données de la BEAC, il ressort un repli de la croissance à 0,2% contre 1,7% en 2015, un repli des tensions inflationnistes, avec le taux d'inflation revenant à 1,1% contre 2,5% en 2015, un creusement du déficit budgétaire, base engagement, hors dons, à 5,6% du PIB contre un déficit de 3,3% du PIB en 2015 ; une légère diminution du déficit des transactions courantes, de 12,2% en 2015 contre 11,7% du PIB en 2016. Un fait notoire à relever, la baisse du taux de couverture extérieure de la monnaie à 56,8% en décembre 2016, supérieur à la norme statutaire de 20%.

S'agissant de la Guinée Equatoriale, la situation s'est aussi caractérisée sur le plan macro-économique par le repli des agrégats macro-économiques du secteur réel, en raison d'une croissance économique négative grevée par le repli de la production et des exportations du pétrole brut

Message du **PRESIDENT**

et ce, dans un contexte de diminution des prix de matières premières. L'on relève également de la contraction de la demande intérieure, justifiée par la baisse de la consommation et des investissements du secteur pétrolier et gazier. Logiquement, le taux de croissance économique est resté à nouveau négatif à - 6,0%, après avoir été négatif de - 9,5% en 2015. D'où l'urgence d'une diversification afin de réduire la proportion de dépendance de l'or noir, qui représente 90% des revenus.

Cette recession a eu pour corolaire le ralentissement de l'activité bancaire dont certains agrégats ont connu un net recul :

- Le total des bilans s'établit à 1 640 milliards de FCFA, en régression de -13,9 % par rapport au 31 décembre 2015 ;
- Les dépôts collectés s'élèvent à 1 329 milliards de FCFA, en diminution de - 17,5 % en variation annuelle.

En revanche, les crédits bruts à la clientèle s'établissent à 1 220 Mds FCFA, en hausse de 1,4 % par rapport à décembre 2015.

Cette image du système bancaire de la Guinée Equatoriale a été également le reflet des performances de la CCEI BANK GE. Aussi, certains de nos agrégats bancaires, à l'exception du crédit ont-ils reculé au cours de la période sous revue :

- Les dépôts de la clientèle se situent à F CFA 476 740 millions en 2016 contre F CFA 550 977 millions en 2015, soit une baisse de - 13%.
- Les crédits bruts à la clientèle se chiffrent en 2016 à F CFA 702 769 millions contre 700 263 millions en 2015, connaissant ainsi une légère progression de 0,36%
- Le total bilan s'établit à 809 559 millions en 2016 contre 833 312 millions en 2015, soit en glissement de 2,8% par rapport à l'année précédente.
- Le résultat avant impôt se chiffre à F CFA 3 665 millions en 2016 contre F CFA 14 192 millions en 2015, soit une baisse de 74%. En appliquant le taux d'imposition sur les sociétés arrêté à 35%, ce qui représente F CFA 1 283 millions, le résultat net en attente d'affectation se fixe à F CFA 2 382 millions.

Ces performances, bien qu'en reculs, traduisent la capacité de la banque à se stabiliser dans un contexte de recession. A titre d'illustration, la banque a connu une amélioration de ses agrégats par rapport au marché et maintient sa position de leader sur le paysage bancaire de la Guinée Equatoriale, ceci avec respectivement 36% et 58% de part de marché sur la collecte des dépôts de la clientèle et le financement de l'économie.

Cette résilience de notre banque par rapport à la conjoncture défavorable de l'économie est la preuve de la confiance et de la fidélité que ne cessent d'exprimer nos clients, nos partenaires et surtout, le Gouvernement de la Guinée Equatoriale à l'endroit de notre institution.

C'est la preuve que l'engagement du personnel et du management à maintenir le cap et à ouvrir de nouveaux horizons à la clientèle porte ses fruits. Pour cela, j'invite la Direction Générale à accompagner l'Etat dans son programme de diversification de l'économie tout en promouvant le secteur privé afin de contribuer à la relance économique de notre pays.

Le Président du Conseil d'Administration

Baltasar ENGONGA EDJO'O





CCEI BANK GE

Groupe Afriland First Bank

L'intérêt de la Clientèle est notre priorité !



Platinum



Titanium



Classic



Chèque



Livret d'épargne



Carte Ceiba



Carte Basile



M. Joseph Célestin TINDJOU, Directeur Général

Organe de **GESTION**



M. Alberto DORIA LAJAY,
Directeur Général Adjoint



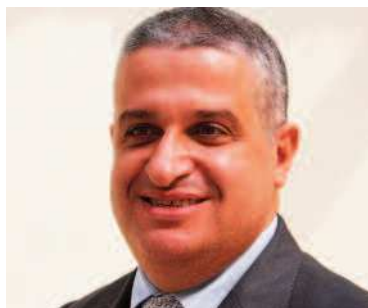
Mme. Maripaz AYABA ONA,
Directrice du Réseau



M. Alexis MINTANGUELE
Directeur de l'Audit Interne



M. Nazaire CAMDEM,
Directeur de la Gestion et de la Comptabilité



M. Sami BELABED,
Directeur Crédit et Marketing



M. Cromwell SOB,
Chef de département Informatique



CCEI BANK GE

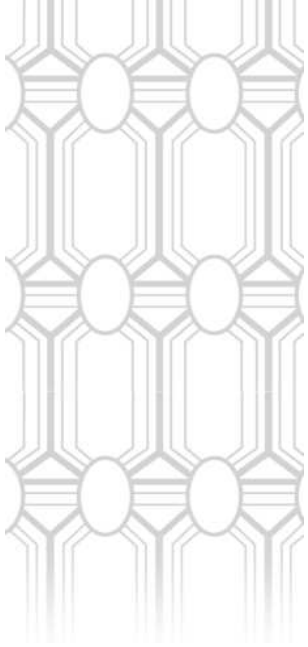
Groupe Afriland First Bank

L'intérêt de la Clientèle est notre priorité !



Agence **BATA**

Tel: (+240) 333 082 515



2 0 1 6

▣ Note de Conjoncture





I - CONJONCTURE MONDIALE ET EN AFRIQUE

A - CONJONCTURE MONDIALE

L'activité économique mondiale s'est légèrement repliée en 2016, se situant en dessous du niveau observé en 2015. La dégradation de la croissance dans les principaux pays avancés, en raison d'une croissance plus faible que prévue aux Etats-Unis, ainsi que l'évolution contrastée des économies des principaux pays émergents et en développement expliquent cette tendance. Selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale est passée de 3,2 % en 2015 à 3,1 % en 2016.

Ainsi, le niveau de la relance économique dans les pays avancés s'est expliqué principalement par une croissance faible aux Etats-Unis en 2016 comparativement à 2015. En effet, l'économie américaine a perdu sa vigueur, malgré la solidité du marché du travail, en raison de la faiblesse des exportations, aggravée par la hausse des importations. Cependant, des incertitudes économiques, politiques et institutionnelles mondiales demeurent suite à l'élection de M. Donald Trump à la présidence américaine et la résilience du Royaume-Uni après le vote en faveur de la sortie de l'Union Européenne. Tenant compte de ces facteurs, la croissance dans les pays avancés a régressé pour s'établir à 1,6% en 2016, contre 2,1% en 2015.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique s'est affermie en raison de la normalisation progressive de la situation dans les pays exportateurs de produits de base, le rééquilibrage progressif de l'économie chinoise et la résilience des autres pays émergents et en développement. Le taux de croissance de ces pays est resté stable à 4,1% en 2016.

La croissance du PIB de la Zone Euro s'est située à 1,7% en 2016, contre 2,0% en 2015, en raison de la baisse de la confiance des investisseurs due à l'incertitude qui fait suite au vote en faveur du « Brexit ». Le taux de chômage est resté élevé, mais est ressorti en repli pour se situer à 10,0% en 2016, contre 10,9% en 2015. L'inflation s'est inscrite à 0,3% en dessous de l'objectif de la Banque Centrale Européenne.

B - CONJONCTURE AFRICAINE

En Afrique subsaharienne, la croissance est tombée à 1,6 % en 2016, contre 3,4% en 2015 en raison des conditions macroéconomiques difficiles dans les plus grands pays, notamment la baisse des recettes tirées des produits de base pour les pays riches en ressources naturelles. Les tensions inflationnistes sont restées présentes, avec un taux d'inflation moyen annuel de 11,3% en 2016, contre 7,0% en 2015.

Au Nigéria, l'activité s'est considérablement contractée pour se situer à -1,5% en 2016, après une évolution positive de 2,7% en

2015, en raison des perturbations temporaires de la production de pétrole, des pénuries de devises dues à la baisse des recettes pétrolières, d'une diminution de la production d'électricité et du manque de confiance des investisseurs. Les tensions inflationnistes sont restées présentes, avec un taux d'inflation moyen annuel de 15,4% en 2016, contre 9,0% en 2015.

En Afrique du Sud, la croissance s'est établie à 0,3% en 2016, contre 1,3% en 2015, à cause principalement de la baisse des prix des exportations. L'activité a été marquée par les effets de la baisse des prix des produits de base, la sécheresse dans le secteur agricole et l'offre d'électricité. Les tensions inflationnistes sont restées présentes, avec un taux d'inflation moyen annuel de 6,4% en 2016, contre 4,6% en 2015.

La croissance en zone CEMAC est tombée de 1,6% en 2015 à 0,6 % en 2016, sous l'effet de la baisse des investissements du secteur pétrolier qui a subi l'impact de la chute des prix des hydrocarbures. L'inflation dans la sous-région s'est établie à 1,1% en 2016, contre 2,5% en 2015. Les soldes budgétaires et courants se sont dégradés pour s'établir à -5,4 % du PIB et à -11,5 % du PIB respectivement. La situation monétaire s'est soldée par un taux de couverture extérieure de la monnaie de 56,81 % à fin décembre 2016. Tenant compte de cette conjoncture, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale a préconisé le maintien d'une politique monétaire accommodante.

Evolution des marchés de change : au 31 décembre 2016, elle est rentrée dans une zone d'incertitude en raison des positions américaines sur les échanges commerciaux avec l'Europe, et sur les volumes des transactions et des monnaies corrélées. En effet, en glisse-

ment annuel, l'Euro s'est déprécié par rapport au Dollar sous l'effet des mesures dites d'assouplissement quantitatif prises par la Banque Centrale Européenne. Ainsi, le taux de change entre l'Euro et le Dollar américain a été de 1,0541 Dollar pour un Euro à fin décembre 2016, contre 1,0876 Dollar pour un Euro à la même période un an plus tôt.

C - EVOLUTION DE LA CONJONCTURE EN GUINEE EQUATORIALE

La situation économique de la Guinée Equatoriale en 2016 s'est caractérisée par un environnement marqué :

(i) au plan externe, par la baisse du cours moyen annuel du pétrole brut à 39,0 Dollars/baril en 2016 (en amélioration par rapport à la prévision initiale de 31,0 Dollar/baril), contre 47,0 Dollars/baril en 2015 et la dégradation des termes de l'échange (-5,4%) ;

(ii) au plan interne, par une baisse de 15,7% de la production de pétrole brut et de 26,7% des dépenses en capital de l'Etat, suite à la décélération de la politique des grands travaux publics. Par ailleurs, les exportations du gaz ont augmenté de 7,2% et le dynamisme de la branche des services s'est amélioré.

L'évolution des agrégats macro-économiques du secteur réel en 2016 s'est caractérisée par la dégradation dans le secteur réel, grevée par le repli de la production et des exportations du pétrole brut dans un contexte de diminution des prix de matières premières, et de la contraction de la demande intérieure expliquée par la baisse de la consommation et des investissements du secteur pétrolier et gazier.

Le taux de croissance économique : d'après les estimations de la BEAC, le taux de



Las posiciones americanas en los intercambios comerciales con Europa crean frecuentes tensiones en los mercados de divisas.



croissance économique est resté à nouveau négatif pour la deuxième année consécutive à 6,0%, après avoir été négatif de 9,5% en 2015. Le PIB au prix constants du marché s'est établi à 6 299,2 milliards de FCFA en 2016, contre 6 701,8 milliards de FCFA en 2015, avec proportionnellement 50,1% provenant du secteur pétrolier et 49,9% du secteur non-pétrolier.

La situation de l'inflation : En Guinée Equatoriale, selon les dernières données statistiques publiées par l'Institut National de Statistique (INEGE), le niveau général des prix en moyenne annuelle est resté inchangé. Il s'est établi à 1,6% en 2016, au même niveau qu'en 2015.

C.I - LES EVENEMENTS MAJEURS QUI ONT MARQUE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, POLITIQUE, SOCIAL, ET MONETAIRE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU COURS DE L'ANNEE 2016

C-I-1 Sur le plan économique

Pour mieux appréhender l'évolution économique de la Guinée Equatoriale au cours de l'année 2016, nous avons retenu la démarche suivante : l'évolution de la demande globale et l'analyse sectorielle de l'offre.

I. EVOLUTION DE LA DEMANDE GLOBALE

I.1. La demande intérieure

La demande intérieure a contribué négativement à la croissance de 12,3 points, contre une contribution toujours négative de 29,1 points en 2015, sous l'effet de l'influence négative de la consommation (5,5 points) et des investissements bruts (6,8 points). En effet, la consommation privée a obéré la croissance de 8,9 points et les investissements aussi bien publics que privés ont contribué négative-

ment à la croissance de 3,4 points respectivement.

L'évolution des différentes composantes de la demande intérieure se présente ainsi qu'il suit:

La consommation globale a pesé la croissance de 5,5 points en 2016, contre une contribution négative de 17,3 points en 2015, sous l'effet notamment de la consommation privée qui a grevé la croissance de 8,9%, malgré la légère contribution positive de la consommation publique de 3,4 points en 2016.

Les investissements bruts ont contribué négativement à la croissance de 6,8 points en 2016, contre une contribution toujours négative de 11,8 points en 2015.

Ainsi, **les investissements publics** ont pesé sur la croissance de 3,4 points en 2016, en liaison avec la baisse des dépenses en capital de l'Etat de 26,7% entre 2015 et 2016. Cette baisse est consécutive à l'ajustement budgétaire de l'Etat dans un contexte de baisse des prix des hydrocarbures, et l'amorce de la deuxième phase du Programme National de Développement Economique et Social de la Guinée Equatoriale à l'horizon 2020. L'objectif étant d'asseoir l'émergence et la diversification économique. Selon les données budgétaires de l'Etat pour 2016, les dépenses en capital ont atteint 1 201,0 milliards de FCFA, en recul de 26,7% par rapport aux réalisations de 1 646,8 milliards de FCFA en 2015.

De même, **les investissements privés** ont obéré la croissance de 3,4 point en 2016, contre 6,7 points en 2015, en relation avec la baisse des investissements du secteur pétrolier, grevant la croissance de 1,0 point. En effet,



En dépit de la crise économique, le niveau général des prix est resté inchangé au cours de l'année.



Les cultures de rente représentent désormais l'un des leviers de la croissance économique de la Guinée Equatoriale.

la baisse des cours internationaux de pétrole a freiné les projets d'exploration et de développement de nouveaux champs, malgré le lancement des Appels d'Offres Internationaux en 2016 pour l'exploration de 37 nouveaux blocs pétroliers en Guinée Equatoriale.

1.2. La demande extérieure nette

L'apport de la demande extérieure nette à la croissance en 2016 s'est situé à 6,2 points, contre un apport de 19,6 points en 2015. Ainsi, les exportations de biens et services contribueraient négativement de 3,3%, et les importations de biens et services contribueraient positivement de 9,6%.

2-ANALYSE SECTORIELLE DE L'OFFRE

S'agissant de l'offre, le secteur primaire et secondaire a contribué négativement à l'activité économique, en raison de la diminution annuelle de la production de pétrole brut, malgré l'amélioration de la production de gaz, et la réduction du secteur BTP. Cependant, le secteur tertiaire s'est amélioré, tiré notamment par les branches *commerce et restauration, transport et télécommunications*.

2.1- Secteur primaire

Les dernières estimations de la BEAC pour 2016 ont établi une contribution négative à la croissance réelle du secteur primaire de 5,9 points en 2016, contre une contribution négative de 2,6 points en 2015. Son poids dans le produit intérieur brut de la Guinée Equatoriale s'est situé à 36,3% en 2016, contre 40,0% en 2015 en liaison avec la diminution de la production et du prix de pétrole brut.

2.1.1- Les cultures vivrières

En 2016, la contribution à la croissance réelle des cultures vivrières et de subsistance a été

de nouveau nulle. En effet, ce secteur d'activité était principalement animé par les champs pilotes créés par le Gouvernement depuis 2009, afin de permettre aux paysans d'apprendre les mécanismes de production de certaines cultures et de s'organiser pour la production en masse et la commercialisation de ces produits. Il ressort des données actualisées sur le secteur au 31 décembre 2016, que les champs pilotes sont en état d'abandon.

L'évolution à court terme de ce secteur dépendra des nouvelles orientations du nouveau Ministère en charge de l'Agriculture et de l'Alimentation. Ce dernier a réalisé un recensement des associations des agriculteurs, afin de mieux cerner les besoins. Par ailleurs, l'Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a initié un projet de création de coopératives dont l'objectif est d'accompagner les associations d'agriculteurs dans la formalisation de leurs activités et la transformation des produits. Ce projet suit son cours, et les résultats sont attendus.

2.1.2- Les cultures de rente

a)- Le cacao

La campagne 2016/2017 a été lancée le 1er octobre 2016, mais les données sur les exportations ne sont pas encore disponibles. Selon le décret du lancement de la campagne agricole 2016/2017, les prix d'achat au planteur du cacao sont : grade I, 1.010 FCFA/kg, grade II, 900 FCFA/kg et grade III, 450 FCFA/kg

b)- Le café

Le lancement de la campagne agricole en octobre 2016, n'affecte quasiment pas la production du café qui continue de diminuer. En effet,





L'embellie du secteur de l'élevage passe par la mise en exploitation de l'usine de fabrication de tourteaux et d'aliment de bétail, ainsi que son approvisionnement en intrants.

L'entité en charge de la promotion agricole (INPAGE) explique qu'elle ne dispose pas des moyens pour assister ces producteurs. Selon le décret de lancement de la campagne agricole 2016/2017, le prix du café grade I a été fixé à 350 FCFA/kg, celui du grade II à 250 FCFA/kg et enfin, le café coque à 200 FCFA/kg.

2.1.3- L'élevage

La contribution à la croissance réelle de l'élevage est restée à nouveau insignifiante. L'activité de l'élevage a été marquée au cours de l'année 2016 par l'apparition de la grippe aviaire au pays voisin le Cameroun. Les autorités Equato-guinéennes se sont mobilisées pour protéger les frontières de l'entrée des volailles infectées, en promulguant l'Ordre Ministériel n°1, du 28 mai 2016 portant l'interdiction d'entrée des volailles et dérivés provenant du Cameroun, du Gabon et de tous les pays affectés par la Grippe aviaire.

Par ailleurs, au niveau des principales fermes du pays, il a été recensé les fermes d'Asok (Mongomo), d'Abama (Nsork) et de Nsung (Anisok). Ainsi, la production des œufs de ces principales fermes (Asok, Abama et Nsung) s'est située à 12.100 œufs/jour (404 alvéoles par jour) au 31 décembre 2016, contre 15 380 œufs/jour (513 alvéoles par jour) un an auparavant, soit une réduction de 21,3%, influencée par l'arrivée à maturité de la gamme de volailles existantes à Asok, la plus grande ferme du pays. Il a été recommandé que pour un accroissement du niveau de production, les volailles soient remplacées très rapidement par d'autres.

En outre, certains responsables des fermes s'inquiètent des perspectives de leurs activi-

tés, en raison des difficultés dans l'approvisionnement et le coût des aliments importés des volailles. Mais cette situation devrait être résolue par la construction de l'usine de fabrication de tourteaux et d'aliments de bétail de la ferme d'Asok à Ebomicou (Nsork). Cependant, l'absence de la principale matière première qui est le maïs entrave le fonctionnement de l'usine.

2.1.4 La sylviculture

La contribution de cette branche d'activité à la croissance en 2016 est restée à 0,1 point. Ainsi, les données au 31 décembre 2016 fournies par la Délégation Régionale de Forêt indiquent que le volume de la production de bois en grume a augmenté de 16,2% dans l'intervalle d'un an, passant de 561,4 milliers de m³ en 2015 à 652,2 milliers de m³ un an plus tard.

Par ailleurs, le respect du décret numéro 61/2007 qui fixe un plafond d'exploitation de bois à 450,0 milliers de m³ par an en Guinée Equatoriale est à nouveau mis en cause pour la deuxième année consécutive. En 2015, le dépassement par rapport au décret était de 24,8% (561,3 milliers de m³), et celui de 2016 a atteint 44,9% (652,2 milliers de m³), en liaison avec le faible contrôle des équipes sur le terrain.

Pour pallier à cette situation, le Ministère de tutelle a effectué les travaux de modification de la loi forestière en vigueur, qui restent en instance de validation au Parlement. Cette nouvelle loi met l'accent sur le volume de bois en grume à exploiter par société et par essence.

Pour ce qui est des exportations du bois en grume, le volume total exporté a augmenté

de 48,9%, passant de 394,8 milliers de m³ à fin décembre 2015 à 588,1 milliers de m³ à fin décembre 2016. Par contre, la valeur des exportations de bois représente 35,1 milliards de FCFA en 2016, contre 107,5 milliards de FCFA en 2015, en lien avec la qualité de bois exporté et la baisse des prix du bois à l'international. Ainsi, la moyenne des prix de bois exportée en 2016 s'est située à 59,7 milliers de FCFA/m³, contre 272,4 milliers de FCFA/m³ en 2015.

2.1.5- La pêche

La contribution à la croissance de ce secteur est restée insignifiante en 2016, malgré les 314 000 km² d'espace maritime dont dispose la Guinée Equatoriale. D'après le Ministre en charge du secteur, la production de poisson se maintient en-dessous de 500 tonnes par an, alors que la demande est estimée à 8 000 tonnes par an. Face à cette situation, le ministre en charge de la pêche a lancé un projet d'augmentation du nombre des pêcheurs artisanaux, avec pour objectif d'atteindre 1 000 groupements de pêcheurs, au lieu de 175 groupements actuellement.

2.1.6- Les mines

L'activité minière reste sous exploitée, mais de nombreux travaux se réalisent dans ce secteur. Après l'élaboration des cartes miné-

ralogiques, géologiques et topographiques dans la partie continentale du pays. Le territoire a été subdivisé en blocs d'exploitation de minerais d'une superficie de 16 km² chacun. De nombreux contrats d'explorations de bauxite, d'or et autres minerais sont en cours d'exécution. Les résultats ainsi obtenus permettront à terme de déterminer le type d'exploitation nécessaire et de l'intérêt de la création d'une Société Nationale de Mines.

2.1.7- Le pétrole

Cette branche a obéré la croissance de 5,6 points en 2016, en liaison avec la réduction annuelle de la production du pétrole brut de 15,7% et la chute des prix des hydrocarbures de 16,9% (le prix s'est situé à 39,0 dollars/baril en 2016, contre 47,0 dollars/baril en 2015).

En somme, la production journalière moyenne du pétrole brut de la Guinée Equatoriale en 2016 est revenue à 204 237,24 barils/jour en 2016, contre 242 331,81 barils/jours en 2015, soit une baisse de 15,72%. Malgré la baisse généralisée de tous les champs pétroliers, le pays regorge d'immenses réserves d'or noir. Ainsi, les sociétés Total, Chevron et Kosmos Energy viennent de proposer au Ministère des Mines de récupérer les blocs K et W, propriété de la société



Le maintien au niveau bas des cours du pétrole affecte les programmes d'investissements publics ainsi que les projets sociaux.

PanAtlantic, qui est en manque de ressources financières pour continuer les opérations.

2.2- Secteur secondaire

D'après les données de la BEAC, pour l'année 2016 il en ressort que le secteur secondaire est le dernier en termes d'importance dans l'économie équato-guinéenne (26,7% du PIB), derrière le secteur primaire. La contribution de ce secteur à la croissance est restée négative de 2,1 points, induite par le recul de la branche des BTP, malgré la contribution positive du gaz.

2.2.1- Le LNG, le Méthanol et les autres gaz

Pour 2016, les exportations annuelles de la branche « méthanol et autres gaz » ont augmenté de 7,1% en 2016. En effet, les chiffres communiqués par le Ministère des Mines et Hydrocarbures à fin décembre 2016 montrent que les exportations cumulées de gaz (LNG, méthanol, butane et propane) se sont situés à 47,21 millions de barils équivalent pétrole au 31 décembre 2016, contre 44,0 millions de barils équivalent pétrole exportés dans la même période de l'année précédente.

2.2.2- Les industries

L'apport à la croissance des industries manufacturières a été de 0,2 point, en raison de l'augmentation des activités des pionnières de cette industrie. Afin de favoriser la diversification de l'économie, le Ministère des Petites et Moyens Entreprises a lancé le projet de guichet unique de création d'entreprises dans la République de Guinée Equatoriale.

a)- Les industries forestières

La contribution des industries forestières à la croissance est restée faible à 0,1 point en 2016, comme en 2015. Cependant, le volume total de bois transformé et exporté, toute essence confondue, s'est situé à 8 312 m³ en 2016, contre 5 694 m³ en 2015, soit une hausse de 45,9% en liaison avec l'augmentation de la transformation des sociétés SOFMAL et CHILBO, après l'arrêt temporaire de la transformation de bois de la société SHIMMER à Ovinga, du fait de l'absence d'une pièce mécanique.

Ainsi, la principale destination du bois transformé par les sociétés forestières est l'Asie, en raison des difficultés rencontrées pour la vente vers l'Occident. En effet, la plus part des sociétés forestières Equato-guinéennes ne possèdent pas des certificats requis pour commercialiser le bois en Occident.

b)- La manufacture

b-1.- Les activités de la brasserie

La production des bières a augmenté de 57,7% passant de 95 815 hectolitres de bières en 2015 à 151 089 hectolitres de bières un an plus tard. L'embellie des activités de la société brassicole tient à la relance des activités de production et l'adoption d'une nouvelle politique commerciale menée par la Direction de SOEGUIBE, qui consiste à l'ouverture de plusieurs entrepôts avec pour objectif l'attrait de nouveaux consommateurs. Contrairement à la production des bières, celle de boissons sucrées a diminué de 15,0%, reve-





nant à une production de 84 885 hectolitres en 2016, contre 99 816 hectolitres en 2015.

b-2.- La Cimenterie

L'activité de la fabrication du ciment a repris depuis janvier 2016, après un an d'inactivité, en raison d'une panne technique de l'usine. Ainsi, la quantité totale de ciment produit au 31 décembre 2016 s'élève à 22 662 tonnes. Le principal problème de cette société, excepté la baisse des activités de construction, reste la concurrence, qui importent non seulement pour l'auto consommation, mais aussi pour la vente en détail. Par ailleurs, les perspectives du secteur sont encourageantes, dues à l'avancement des travaux de construction de l'usine de Cimenterie de la Société Abayak à AKOGA (Kogo), d'une capacité de 1.000.000 tonnes par an.

b-3.- L'usine de fabrication d'huile à Ekwameyen (en phase de production)

Même si les travaux de démarrage sont en cours, la date effective du début des activités de l'usine d'Ekwameyen reste inconnue. La capacité de transformation initiale prévue serait de 60 tonnes de maïs par jour afin de produire l'huile et la farine.

2.2.3- L'électricité, gaz et eau

La contribution à la croissance de la branche énergie, gaz domestique et eau a été insignifiante aussi bien en 2016 qu'en 2015.

S'agissant de l'énergie, les données de la Direction Générale de SEGESA indiquent que la consommation du courant électrique est revenue à 1 297,8 millions de kw/h au 31 décembre 2016, contre 1 327,6 millions de kw/h un an plutôt, soit une diminution de 2,25%.

La fourniture de gaz domestique continue d'augmenter grâce à la mise en service de deux terminaux à gaz à Malabo et à Bata. Le terminal de Bata mis en service en juillet 2016 dispose d'une capacité de production de 4 000 bouteilles par jour. Les prévisions de ventes estimées à 30.000 bouteilles par mois au prix de vente de 8.000 FCFA/bouteille reste inférieure aux prévisions de vente de gaz à Malabo, de 45.000 bouteilles en moyenne par mois au prix de 5.000 FCFA. Avant la mise en service de la Centrale à Gaz de Bata, la bouteille de gaz, en provenance du Cameroun et du Gabon, était achetée à 17.000 FCFA.

2.2.4- Les bâtiments et travaux publics (BTP)

Cette branche a obéré négativement à la croissance de 3,4 point en 2016, en raison de la réduction du budget d'investissement public, en liaison avec la diminution des prix du pétrole brut qui affectent le budget de l'Etat. En effet, les dépenses d'investissements seraient de 1 201,0 milliards de FCFA en 2016, contre 1 646,8 milliards de FCFA de réalisation en, soit une baisse de 26,7%.



2.3- Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a contribué à la croissance à hauteur de 1,9 point, contre un apport de 0,2 point en 2015, influencé par la bonne tenue des services financiers et immobiliers et les services pétroliers. Son poids dans l'économie s'élève à 37,0%.

2.3.1- Le commerce, la restauration et l'hôtellerie

L'apport des activités du commerce, de la restauration et de l'hôtellerie à la croissance globale a été de 0,9 point en 2016, contre un apport de 1,6 point en 2015, du fait de la baisse des activités de commerce en général, de restauration et d'hôtellerie, en raison de la conjoncture défavorable des activités économiques du pays.

2.3.2- Le trafic aérien

En 2016, selon les données fournies par l'Agence de Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA), le nombre de vols dans les aéroports de la Guinée Equatoriale s'est inscrit à la baisse de 22,9%, passant de 212 410 vols en 2015 à 163 631 vols douze mois plus tard, en liaison avec la diminution des activités économiques en général. Parallèlement au nombre des vols, le nombre de passagers a aussi baissé de 6,6% pour se situer à 7,5 millions de passagers en 2016, contre 8,1 millions de passagers douze mois plus tôt.

2.3.3- Le trafic portuaire

L'activité portuaire a continué à enregistrer une tendance mitigée. Cette situation s'est observée dans l'ensemble des ports du pays.

Ainsi, les données reçues des Administrations des Ports de Malabo et de Bata ont montré que le trafic portuaire national a augmenté de 34,4%, se situant à 23,2 millions de tonnes de marchandises enregistrées en 2016, contre 17,2 millions un an auparavant. Les importations se sont réduites de 36,6%, pour se situer à 906,2 milliers de tonnes de marchandises en 2016, contre 1 430,7 milliers en 2015, en liaison avec la baisse d'activité du pays. Par contre, les exportations ont augmenté de 248,8% en un an, se situant à 4 491,2 milliers de tonnes de marchandises en 2016, contre 1 287,4 milliers en 2015, en liaison avec la délocalisation ou réexportation des équipements lourds des grandes sociétés de BTP, en manque d'activité dans le pays.

2.3.4- Le trafic routier transfrontalier

D'après les statistiques douanières, les frontières d'Ebebiyin et de Mongomo indiquent que 586 712 kg de marchandises ont été importées en 2016, d'une valeur totale de 400,6 millions de FCFA. S'agissant des exportations, elles s'élèvent à 1 226,6 millions de FCFA, et concerne principalement les réexportations des équipements lourds des grandes sociétés de BTP, tels que tracteurs et autres utilisées dans les différents chantiers.

2.3.5- Les télécommunications

L'Organe de Gestion des Infrastructures des Télécommunications de la Guinée Equatoriale (GITGE) a lancé un projet d'augmentation de la bande de la fibre optique de plus de 30% au profit des opérateurs de son secteur. Pour ce projet, GITGE a mis à disposition des opérateurs, de nouvelles antennes dans les principaux chefs-lieux du pays.



L'activité portuaire est fortement tributaire de la conjoncture économique d'où la baisse trafic observé dans les aéroports.

2.3.6- La distribution des produits pétroliers

La vente des produits blancs (essence, gasoil et pétrole) raffiné en Guinée Equatoriale par les sociétés du secteur pétroliers TOTAL-GE et GEPetrol Services a continué la baisse amorcée depuis le début de l'année, en liaison avec la baisse des activités dans le secteur BTP et de la réduction des dépenses d'investissement de l'Etat. Au 31 décembre 2016, la réalisation des activités de ces deux sociétés n'a pas été fournie. Les dernières données disponibles ont traduit une évolution à la baisse de 15,7%, se situant à 221,7 millions de litres de produits pétroliers en 2016, contre une vente cumulée de 263,1 millions de litres un an plus tôt. S'agissant des ventes en valeur, les dernières données précisent qu'elles se sont établies à 83 milliards de FCFA en 2016, contre 246,1 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une réduction de 66,2%.

2.3.7- Activités des établissements bancaires (stabilisation du total bilan à 26% du PIB)

Le secteur bancaire s'est caractérisé par une tension de liquidités en 2016, en raison de sa forte exposition sur le secteur du bâtiment et des travaux publics auquel est rattaché la plus part de ses prêts, dans un contexte de récession économique et fort endettement de l'Etat en vers les sociétés de bâtiment et travaux publics. Dans ce contexte, les établissements de crédit œuvrent sur le recouvrement des créances, et recherchent de nouvelles stratégies d'accompagnement du marché équato-guinéen, notamment la diversification du portefeuille clientèle, l'adoption de politiques de proximité avec la clientèle par le renforcement du réseau des agences bancaires, l'amélioration de la monétique avec l'installation de nouveaux distributeurs automatiques, cartes bancaires internationales, et des efforts de sensibilisation de la population en général sur l'offre des produits bancaires et financiers.

C-1-2 Sur le plan socio-politique

> Le 20/01/2016 s'est tenue dans le Grand Hôtel Djibloho situé dans la partie continentale, la XXXe session ordinaire du conseil des ministres de l'UEAC (Union Economique de l'Afrique Centrale). Les travaux ont été consacrés à l'examen du budget de la communauté pour l'exercice 2016.

> Du 24 au 25/02/2016 S. E. OBIANG NGUEMA MBASOGO a sponsorisé la tenue du forum sur le marché financier de l'Afrique

Centrale et la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (CO-SUMAF) s'est chargée d'organiser les travaux dans le Palais des conférences de Sipopo (Malabo). L'objectif étant de restituer l'étude sur le potentiel du marché financier centrafricain, des résultats obtenus grâce aux entreprises de conseil de l'agence Roland Berger et de la Banque Mondiale.

> Du 11 au 13/05/2016, La Guinée équatoriale a accueilli la XXIIIème réunion des Banques Centrales des pays francophones. La réunion qui a eu lieu dans la ville de Sipopo (Malabo), sous la devise « Les banques centrales face aux impacts externes », a eu pour objectif principal d'analyser des sujets liés à l'instabilité financière et d'adopter une stratégie de réponse.

> Le 04/06/2016 Inaugurations des travaux publics à Malabo II : Le Parc national, la centrale de traitement des eaux usées, le nouveau siège du Ministère de l'Aviation Civile, le Centre psychiatrique de Sampaka et le Centre des données de l'administration ont été inaugurés à Malabo II, par le Chef de l'Etat, dans le cadre du programme des événements pour la célébration du 74e anniversaire du Président de la République. Tous ces travaux ont été financés par le gouvernement, pour un montant de plus de 100 000 millions de francs CFA.

> Le 31/07/2016, S. E. OBIANG NGUEMA MBASOGO a présidé l'ouverture du sommet CEMAC en tant que Président en exercice de la CEMAC. Il a félicité, ses homologues et notamment le nouveau mandataire centrafricain, S. E. Faustin-Archange Touadéra, pour avoir participé pour la première fois aux sessions. Ces travaux ont eu lieu sur la base des efforts conjoints pour l'unification des critères de travail au sein de la CEMAC, afin d'obtenir la stabilité économique, en coopération avec plusieurs organismes africains. La lutte contre le terrorisme et la délinquance ont été d'autres aspects évoqués ; à ce sujet, S. E. OBIANG NGUEMA MBASOGO a également déclaré qu'il est nécessaire de renforcer la solidarité des pays de la sous-région, pour lutter contre des groupes tels que Boko Haram.

> Le 17/08/2016, le Président de la République, S. E. OBIANG NGUEMA MBASOGO, a présidé la cérémonie d'inauguration du Projet de compréhension Alba B3. Le camp Alba B3 est un complexe de condensat et de gaz naturel, le plus grand du golfe de Guinée. Sa



mission principale est le traitement de plusieurs produits, parmi lesquels le gaz, le pétrole liquide, le propane et le butane.

> Le 26/08/2016. Accord de connexion entre les opérateurs de télécommunications du Cameroun et de la Guinée Equatoriale ; la signature de l'accord a eu lieu à Kribi, lieu d'arrivée du nouveau câble sous-marin Ceiba 2 promu par le gouvernement de la Guinée Equatoriale. Cette infrastructure augmentera très largement la connectivité régionale dans le Golfe de Guinée

> Du 25 au 28/08/2016 s'est tenue dans le chef-lieu de Djibloho la Ve assemblée du forum des anciens chefs d'Etat et de Gouvernement africains sous le haut patronage du chef de l'Etat, S. E. OBIANG NGUEMA MBA-SOGO. Ces rencontres ont permis d'aborder des aspects relatifs au continent africain et à la recherche des stratégies pour résoudre les problèmes du continent.

> Le 09/09/2016 s'est tenu à Malabo la XVIIe réunion du Comité des Chefs de Police de l'Afrique Centrale (CCPAC) L'objectif visé étant de consolider les efforts de la coopération policière, pour combattre tout type de délinquance dans les Etats membres de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), avec le soutien de l'Interpol.

> Du 17 au 23/11/2016 s'est tenue dans la localité de Sipopo, le IVe sommet Afrique – Monde arabes au cours duquel le plan d'action 2017-2019 a été approuvé pour un montant de 6 285 000 Dollars avec 19 projets au total.

C.2 - LE SYSTEME BANCAIRE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 DECEMBRE 2016

Le système bancaire équato-guinéen compte cinq (5) banques en activité au 31 décembre 2016. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBANK Guinée Equatoriale (BGFI GE), CCEI BANK GE (CCEI GE), Ecobank Guinée Equatoriale (Ecobank-GE) et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE).

Le total agrégé des bilans s'établit à 1 640 Mds FCFA. Il a régressé de 1,7 % au cours du mois de décembre 2016 et de 13,9 % par rapport au 31 décembre 2015.

Les dépôts collectés s'élèvent à 1 329 Mds FCFA (81,0 % du total du bilan). Ils ont diminué de 2,5 % en cadence mensuelle et de 17,5 % en variation annuelle.

Les crédits bruts à la clientèle sont de 1 220 Mds FCFA. Ils sont en expansion respectivement de 0,9 % et de 1,4 % par rapport au mois précédent et à décembre 2015. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle se sont accrues de 1,1 % au cours du mois de décembre 2016 et de 11,8 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles s'établissent à 124 Mds FCFA. En conséquence, les crédits nets se fixent à 1 096 Mds FCFA (66,9 % du total du bilan), soit une variation mensuelle de 0,8 % et annuelle de 0,4 %.

Les créances en souffrance de l'ensemble des banques s'élèvent à 319 Mds FCFA. Elles représentent 26,1 % des crédits bruts contre 17,9 % un an plutôt. Ainsi, la qualité du portefeuille s'est dégradée par rapport à la situation prévalant en décembre 2015 et est



Le secteur bancaire connaît une tension de liquidité en raison de sa forte exposition envers les sociétés de BTP.



Sous l'impulsion de la BEAC, le système bancaire essaie de se stabiliser tout en se modernisant.

demeurée stable au cours du mois de décembre 2016. Le taux de couverture des créances en souffrance du système bancaire par les provisions se situe à 38,9 %, contre 51,4 % l'année précédente à la même date. Il se maintient à un niveau identique à celui atteint le mois précédent.

La couverture des crédits par les dépôts s'établit à 121,2 % (contre 125,4 % un mois plus tôt et 147,5 % en décembre 2015). Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent une amélioration de ressources de 233 Mds FCFA. On relevait un excédent de 276 Mds FCFA le mois précédent et de 519 Mds FCFA en décembre 2015.

Les banques de la Guinée Equatoriale dégagent un excédent des capitaux permanents

de 173 Mds FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. Le mois précédent, un excédent de 158 Mds FCFA était observé. A fin décembre 2015, il s'élevait à 189 Mds FCFA.

L'excédent de trésorerie se situe à 444 Mds FCFA (27,1 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de -4,5 % et -39,3 %, respectivement par rapport à la situation du mois précédent et à celle prévalant douze mois plus tôt.



CCEI BANK GE

Groupe Afriland First Bank

L'intérêt de la Clientèle est notre priorité !



SIEGE SOCIAL MALABO II

Tel: (+240) 333 09 22 03



AGENCE DE BATA

Tel: (+240) 333 082 515



AGENCE RUE P. NASSER

Tel: (+240) 222 199 306



AGENCE DE EVINAYONG

Tel: (+240) 222 199 000



AGENCE DE MONGOMO

Tel: (+240) 333 070 170



AGENCE DE EBIBEYIN

Tel: (+240) 222 262 010

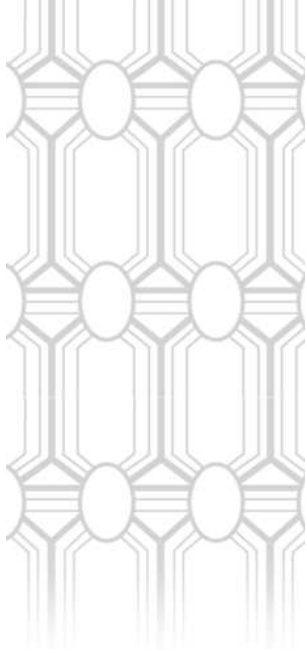
AUTRES AGENCES CCEI GE

AÑISOK

MONDOASI

CINE RIAL

ELA NGUEMA



2 0 1 6

▣ Activités de la Banque





Maintenir le leadership

Fidéliser la clientèle, recruter de nouveaux clients, proposer une offre complète adaptée aux besoins de la clientèle, intégrer les nouvelles technologies dans le cadre d'une stratégie multicanale, améliorer la productivité et la qualité des services rendus, telle est la feuille de route qui a guidée l'action de la CCEI BANK GE au cours de l'année 2016, et ce, dans un contexte de récession économique.

En dépit de ce ralentissement enregistré dans tous les secteurs de l'activité économique, la CCEI BANK GE a une fois de plus, maintenu son leadership dans le marché bancaire de la Guinée Equatoriale. Ce leadership se décline par une performance de 36% de part de marché sur la collecte des dépôts (avec 54% dans la niche de l'épargne sur livret, particuliers) et 58% de part de marché du crédit. Ce qui fait ressortir une fois de

plus la confiance dont jouit la banque auprès de sa clientèle, de ses partenaires et du Gouvernement de la Guinée Equatoriale. Pour s'en convaincre, au-delà de la collecte de l'épargne dont le volume s'est établi à près de 478 milliards de francs CFA tandis que les crédits ont franchi le cap de F CFA 700 milliards de Francs CFA, confirmant ainsi la volonté de la banque, malgré la morosité économique, de poursuivre sa politique de financement et de soutien des divers secteurs de l'économie, notamment des infrastructures à haute intensité de main d'œuvre au rang desquels

- des routes ;
- des ponts ;
- des ports ;
- des zones aéroportuaires ;
- des logements sociaux ;
- des édifices publics...





La proximité physique et numérique

La proximité se traduit par l'ouverture de nouvelles unités dédiées à la clientèle privée afin de densifier le réseau bancaire. Parmi ces agences, l'on relève les unités de Mondoasi et de Calle Nasser. En cours de finalisation, celles de Elan Nguema et Anisok. A côté des unités bancaires physiques, se développent depuis quelques années des solutions numériques ou digitales du fait de la mobilité et l'utilisation des nouveaux supports de contact à l'instar des smartphone et des tablettes. La CCEI BANK GE a développé une offre de services plus moderne et intégrée aux innovations antérieures. A titre d'illustration, l'on relève :

- l'effectivité de la disponibilité de la solution de banque en ligne (e-banking). Elle consiste à proposer au client l'éventail des canaux : consultation de compte, recherche d'information, transactions, souscriptions en ligne. Avec cette solution, la CCEI BANK GE renforce la proximité 24h/24, 7j/7.
- Le déploiement des cartes de crédit MasterCard, à côté de l'offre classique est une réalité qui apporte une nouvelle valeur ajoutée à l'offre de monétique pour une plus grande joie de la clientèle. Ce déploiement

intègre également l'extension du réseau de Guichets Automatiques de Banque pour des cartes privatives et internationales, compatibles EMV (MasterCard, Visa) ;

Ces différentes options ont nécessité l'acquisition et l'adaptabilité des infrastructures informatiques et des télécommunications, notamment :

- La migration du système d'exploitation vers une version plus flexible permettant d'assurer l'interconnexion effective des agences par satellite, solution permettant de palier en cas de nécessité, les dysfonctionnements des communications terrestres. Ce qui est une garantie complémentaire de la continuité de l'exploitation indépendamment des ruptures sur l'un des réseaux.
- Le renouvellement du parc informatique pour un plus grand arrimage aux solutions technologiques récentes, empreintes de fluidité et d'efficacité.

Le personnel, un atout majeur pour la performance

La position de leader de la CCEI BANK GE dans le marché bancaire de la Guinée Equatoriale, et ce dans un double contexte de concurrence et de crise économique signifie





une parfaite implication et adhésion du personnel dans la philosophie d'action de la banque qui est celle de faire de « l'intérêt de la clientèle sa priorité ». Pour saluer cet effort, le management de la banque a au cours de l'année :

- mis sur pied une politique d'encouragement et de motivation du personnel à la hauteur des efforts consentis. Ceci s'est matérialisé par l'octroi des primes de rendement ;
- organisé des séminaires de formation en interne et à l'étranger sur les thèmes aussi variés tels la gestion des risques opérationnels, financiers de conformité, etc... ;
- le développement des applications informatiques ; la vente des produits bancaires...



S'agissant de ce dernier volet, il est reconnu qu'à la CCEI BANK GE, le sport est une passion partagée non seulement par la clientèle, mais surtout par le personnel. En interne, cette passion se vit à travers les équipes de football masculin et d'athlétisme féminin. A titre d'illustration, la participation au tournoi APEC GE (Association des Etablissements de Crédit de la Guinée Equatoriale).

- soutenu la participation de certains membres du personnel dans les centres de formation spécialisés pour une mise à niveau professionnelle ;
- encouragé la participation aux rencontres sportives interprofessionnelles, à l'animation de la fête du travail...



ACTIVITES
DE LA BANQUE



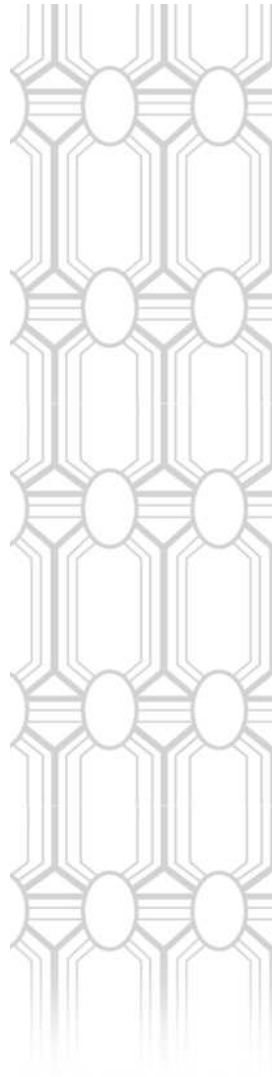
Redonner espoir aux populations

La récession économique que connaît la Guinée Equatoriale a entre autres incidences, le resserrement de la politique budgétaire avec pour corollaire la réduction des dépenses publiques. La CCEI BANK GE a, comme par le passé, soutenu le Gouvernement dans son programme de santé publique, de formation et d'animation de la jeunesse féminine. En 2016, la CCEI BANK a poursuivi son action de :

- soutien du Pavillon des Infectieux de Malabo construit en 2006 pour ainsi contribuer à la lutte contre le VIH/SIDA ;
- distribution des bourses d'études et de formation à l'étranger aux élèves méritants de la partie continentale de la Guinée Equatoriale ;
- remise de dons aux pavillons des invalides et des enfants;
- renforcement des capacités des centres de formation des jeunes femmes désœuvrées pour faciliter leur insertion dans le marché de l'emploi.

Conscient de l'importance de l'activité physique et sportive sur la santé des populations, la CCEI BANK GE accompagne en sa qualité de partenaire privilégié le tournoi «Equatorian Guinea Golf Championship», compétition qui regroupe une centaine de pratiquants venant de plusieurs pays. De plus, l'engagement de la banque auprès du sport golfique se traduit par le sponsoring de plusieurs activités d'initiation au golf. Au-delà du Golf, l'appui s'étend au Tennis par le biais du soutien accordé à la Fédération de Tennis par le financement de l'Ecole et le Tournoi de Tennis dans le cadre des festivités du 05 juin.

A l'aune de la nouvelle année, une année dont les perspectives projettent la persistance de l'incertitude économique, il reviendra à la CCEI BANK GE de démontrer une fois de plus sa capacité à maintenir le cap de la performance et surtout, à faire sienne la maxime selon laquelle « les crises sont toujours porteuses d'opportunités ».





CCEI BANK GE

Groupe Afriland First Bank

L'intérêt de la Clientèle est notre priorité !



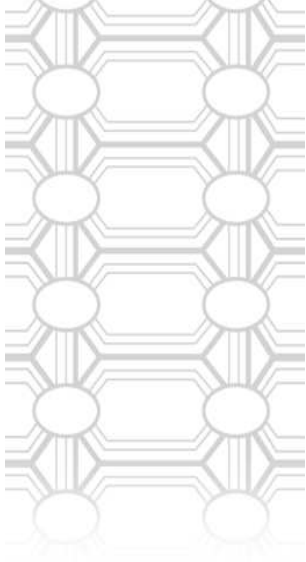
Flash Transfer

Transfer rapide d'argent



MoneyGram®

**TRANSFERT D'ARGENT, COMPTES, CREDITS, CHEQUES CERTIFIES
D.A.P / BON DE CAISSES**



2 0 1 6

▣ Rapport Financier





I – PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers sont présentés selon les principes édictés par la COBAC (Commission Bancaire de l'Afrique Centrale) et sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de crédit, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession.

Ils sont établis selon les principes de prudence et du coût historique tant pour les créances, dettes que les engagements hors bilan en devises qui ont été convertis sur la base des cours au 31 décembre 2016.

Les chiffres contenus sont exprimés en milliers de FCFA.

II – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (-29,7%)

DESCRIPTION	31/12/2015	31/12/2016
Frais immobilisés	71 965	71 965
Immobilisations incorporelles	1 908 381	1 990 186
TOTAL	1 980 346	2 062 152
Amortissements	1 706 365	1 869 567
NET	273 981	192 584

Cette rubrique enregistre des immobilisations incorporelles pour FCFA 1 990 millions principalement constituées de logiciels et de licences pour FCFA 1 475 millions, de diverses études et recherches portant sur les nouveaux projets (construction d'un département habitat, construction d'immeubles, Etc.) pour FCFA 505 millions et d'autres immobilisations incorporelles pour FCFA 8,9 millions. Ces immobilisations incorporelles sont amorties pour un montant de FCFA 1 797 millions ; soit pour une durée de 4 ans maximum.

III – IMMOBILISATIONS CORPORELLES (+24,1%)

Les immobilisations sont comptabilisées au coût complet d'acquisition et les amortissements calculés selon la méthode linéaire. Les taux d'amortissement utilisés correspondent à ceux en vigueur en Guinée Equatoriale.

DESCRIPTION	31/12/2015	31/12/2016
Terrains	222 344	222 344
Immeubles	14 532 631	14 541 761
Matériel bancaire	878 826	1 160 423
Matériel Informatique	1 955 707	2 090 846
Matériel de transport	363 707	385 359
Matériel de bureau	74 041	74 041
Mobilier de bureau	1 220 527	1 414 081
Agencement et installation	1 654 151	1 662 925
Matériel et mobilier résidence	30 346	30 346
Immobilisations en cours	7 133 683	12 806 093
TOTAL	28 065 963	34 388 218
Amortissements	6 892 489	8 101 560
NET	21 173 474	26 286 659

L'accroissement des rubriques Matériel informatique, Matériel bancaire, Mobiliers de bureau est lié aux frais engagés pour les travaux d'extension du réseau informatique, l'arrimage aux contraintes liées à la mise en place de la CIP (Central des Incidents de Paiements).

Les immobilisations en cours enregistrent une hausse de 79,5% liée à la poursuite des travaux de construction des nouveaux immeubles de Calla Nasser, Bata ; également les travaux liés aux aménagements des nouveaux points de vente à BATA (Mondoasi, Anisok).

IV – IMMOBILISATIONS FINANCIERES (7,4%)

DESCRIPTION	31/12/2015	31/12/2016
Avances et acomptes	1 867 534	4 245 558
Dépôts et cautionnement	9 464	28 364
Emprunts obligataires	17 500 000	12 500 000
Autres titres	6 593 165	10 946 165
TOTAL	25 970 163	27 720 086
Provisions	1 117 665	1 117 665
NET	24 852 498	26 602 421

Les avances et acomptes sont constitués de l'encours des sommes versées dans le cadre des constructions de nouvelles agences Calle Nasser, l'immeuble siège de la partie continentale Bata, et d'une avance effectuée par la CCEI BANK GE pour FCFA 3 250 millions dans le cadre de l'acquisition de l'immeuble comendachina.

Cette rubrique enregistre principalement un montant de FCFA 5 100 millions correspondant à la libération de la quote-part souscrite par la CCEI BANK GE dans le capital de la CCEI BANK BENIN. Cette rubrique enregistre également un montant de FCFA 12 500 millions correspondant au solde de la souscription des titres relatifs à l'emprunt obligataire émis par l'Etat du Cameroun (remboursable en 5 ans aux taux de 5,9% et 5,5% Net) au terme des deuxièmes remboursements ; d'où la baisse de cette rubrique.



Cette rubrique enregistre enfin un montant de FCFA 4 728 millions relatif à un emprunt obligataire souscrit chez Afriland First Bank pour FCFA 4 728 millions au taux de 6% pour la période 2016-2023.

V – DEPOT DE LA CLIENTELE (-13,4%)

Le volume total des dépôts non rémunérés a diminué de 18%. Cette baisse des dépôts non rémunérés de la clientèle est soutenue pour l'essentiel le comportement des comptes créditeurs à vue de la clientèle suite aux différents décaissements pour l'exécution de leurs opérations. Les dépôts rémunérés quant à eux enregistrent une amélioration de 2,3% sur la période sous revue, fortement influencés par les Bons de Caisse (BC) et les Dépôts à Terme (DAT) de la clientèle.

DESCRIPTION	31/12/2015	31/12/2016
Bon de caisse	4 879 979	8 495 790
Dépôts à terme	25 948 047	27 413 459
Comptes d'épargne	92 488 297	90 240 753
Dépôts rémunérés	123 316 324	126 150 002
Comptes créditeurs à vue	413 576 416	335 143 866
Autres sommes dues à la clientèle	14 084 066	15 446 171
Dépôts non rémunérés	427 660 482	350 590 036
TOTAL	550 976 806	476 740 038

Le niveau de l'activité bancaire ayant pour principal levier les ressources, nous conjuguerons les efforts pour améliorer cette dynamique au cours du prochain exercice afin de maintenir notre position de leader sur ce compartiment du marché sur la place bancaire de la Guinée Equatoriale.

VI – CREDITS A LA CLIENTELE (-2,1%)

Le volume des crédits nets à la clientèle connaît une régression de 2,1% au cours de la période de référence. L'activité a été soutenue par le volume des crédits à long et moyen terme nonobstant la mobilisation des décomptes certifiés des entreprises adjudicataires des marchés publics. Les comptes débiteurs de la clientèle quant à eux enregistrent une quasi-stagnation. Le volume des provisions sur la clientèle s'apprécie de 32% suite aux retards enregistrés dans le paiement de la dette intérieure par l'Etat de Guinée Equatoriale.

DESCRIPTION	31/12/2015	31/12/2016
Crédits à long et moyen terme	72 036 549	76 304 146
Crédits à court terme	178 587 332	175 975 722
Comptes débiteurs de la clientèle	449 638 657	450 489 020
Total des crédits à la clientèle	700 262 539	702 768 889
Provisions pour dépréciation	51 124 613	67 517 658
NET crédits à la clientèle	649 137 926	635 251 231

VII – EFFETS A RECOUVRER (27,4%)

Cette rubrique enregistre, pendant un court délai, les effets et les chèques déposés par la clientèle ou les correspondants et présentés par la banque auprès des banques tirées et qui sont en attente des avis de crédit des correspondants.

DESCRIPTION	31/12/2015	31/12/2016
Chèques à l'encaissement	686 319	874 849
Effets reçus des correspondants	0	0
TOTAL	686 319	874 849

VIII- OPERATIONS INTERBANCAIRES ET TRESORERIE (-12,4%)

Elles regorgent les disponibilités actives auprès de la Banque Centrale, des correspondants étrangers et des avoirs en caisse.

DESCRIPTION	31/12/2015	31/12/2016
Comptes à terme	77 325 626	36 893 626
Comptes à vue	41 730 156	67 260 739
Caisse	12 829 827	11 288 240
TOTAL	131 885 610	115 442 605
Provisions	0	0
TOTAL Net	131 885 610	115 442 605

La baisse des avoirs à vue est essentiellement causée par l'effet continu des décaissements effectués au titre du financement à l'économie, et les retards de paiements des entreprises adjudicataires des marchés publics ; dont les paiements sont attendus au cours de l'exercice 2017. Notons aussi la baisse du seuil des réserves obligatoires détenues par les banques primaires à la banque centrale et la souscription des bons du trésor de l'Etat de Guinée Equatoriale à hauteur de F CFA 2 000 millions.

IX - DEBITEURS DIVERS ET REGULARISATIONS (ACTIF) (-7,4%)

Les comptes d'attente et de régularisation représentent pour l'essentiel les opérations en transit dans les comptes d'attente à la date de clôture de l'exercice. Ces opérations se dénouent au cours du premier mois suivant la date d'arrêté des comptes.

DESCRIPTION	31/12/2015	31/12/2016
Avances fournisseurs	15 113	505
Etat	1 977 844	1 219 313
Comptes d'attente et de régularisation	3 308 881	3 754 076
Total Brut	5 301 838	4 973 894
Provisions pour débiteurs divers	0	64 960
Total NET	5 301 838	4 908 934

Cette rubrique enregistre principalement les sommes versées à l'entreprise CIGESA et relatif aux travaux de réfection de l'immeuble devant abriter les locaux de la CCEI BANK BENIN et les sommes versées au cabinet FINANCIERE DOUKIA portant sur les dépenses relatives à l'élaboration de l'étude de faisabilité et la constitution du dossier d'agrément de la CCEI BANK BENIN en tant que banque au Bénin. Cette rubrique enregistre également des dépenses portant sur les honoraires de SOPRA BANK (en ce qui concerne l'installation du logiciel bancaire), des dépenses portant sur l'installation des immobilisations de la CCEI BANK BENIN, divers frais de formations et de missions ainsi que des avances de trésorerie, les frais relatifs à la mise en place du dispositif swift et autres matériels d'exploitation. Cette rubrique enregistre enfin la créance portée par la CCEI BANK GE sur les actionnaires locaux relatifs au financement l'acquisition des actions de CCEI BANK BENIN.



Cette rubrique enregistre un montant de FCFA 1219 millions correspondant au paiement effectué par la CCEI BANK GE en ce qui concerne le minimum forfaitaire relatif à l'impôt sur les sociétés (3% du chiffre d'affaires de l'exercice précédent) et un montant de FCFA 1,4 millions correspondant aux impôts et taxes déductibles.

Cette rubrique enregistre enfin des créances sur comptes débiteurs de CFA 64,9 millions, provisionnées à 100%.

X – CAPITAUX PERMANENTS (-0,3%)

Au terme de l'exercice clos au 31 décembre 2016, les capitaux permanents ont connu une timide baisse de 0,3%, en raison de l'affectation en réserves d'une partie des bénéfices réalisés au 31 décembre 2015 pour F CFA 3 000 millions ; malgré la forte régression du résultat de l'année 2016.

PASSIF	31/12/2015	31/12/2016
Capital social	10 000 000	10 000 000
Réserves et Provisions pour risques généraux	143 573 502	146 573 502
Report à nouveau	24 500	9 333
Résultat de l'exercice	9 224 833	2 382 061
Capitaux propres	162 822 835	158 964 896
Emprunts à long et moyen terme	0	0
Provisions pour risques et charges	8 535 554	11 785 521
Autres ressources permanentes	0	0
Capitaux permanents	171 358 389	170 750 416
Dépôts de la clientèle	550 976 806	476 740 038
Régularisations et divers	20 025 718	23 012 603
Opérations de trésorerie	90 950 733	139 056 226
TOTAL	833 311 646	809 559 283

XI – CREDITEURS DIVERS ET REGULARISATION (PASSIF) (+14,9%)

Cette rubrique est principalement constituée de l'impôt sur les sociétés pour un montant de FCFA 1 283 millions, de la TVA collectée pour un montant de FCFA 1 898 millions et des charges sociales. Les comptes d'attente quant à eux comprennent les opérations de la clientèle en transit vers les agences de domiciliation et l'assistance technique due au titre de l'exercice 2016, de l'exercice 2015 et le reliquat de l'exercice 2014.

DESCRIPTION	31/12/2015	31/12/2016
Etat	5 753 571	3 231 137
Comptes d'attente et de régularisation	14 244 017	19 781 445
Succursales et agences	28 130	20
TOTAL	20 025 718	23 012 603

XII – RESULTATS (-74%)

L'exploitation sur l'année 2016 a dégagé un résultat avant impôt de F CFA 3 665 millions contre F CFA 14 192 millions au 31 décembre 2015 soit une baisse de 74% en corrélation

avec la conjoncture économique particulièrement difficile liée à la chute des cours du baril de pétrole qui a contribué à baisser les recettes de l'Etat ; source des tensions de trésorerie et les retards dans le paiement de la dette intérieure.

DESCRIPTION	31/12/2015	31/12/2016
Marge bancaire	33 618 823	34 500 501
Résultat net d'exploitation	14 159 616	3 627 904
Résultat exceptionnel	32 435	36 806
Résultat brut	14 192 050	3 664 710
Résultat net d'impôts	9 224 833	2 382 061

EVOLUTION DES GRANDES MASSES (-2,8%)

ACTIF	31/12/2015	31/12/2016
Immobilisations nettes	46 299 952	53 081 664
Crédits à la clientèle	700 262 539	702 768 889
Provisions	-51 124 613	-67 517 658
Crédits nets à la clientèle	649 137 926	635 251 231
Comptes de régularisation et divers	5 988 158	5 783 783
Opérations interbancaires et trésorerie	131 885 610	115 442 605
TOTAL	833 311 646	809 559 283

PASSIF	31/12/2015	31/12/2016
Capital social	10 000 000	10 000 000
Réserves et Provisions pour risques généraux	143 573 502	146 573 502
Report à nouveau	24 500	9 333
Résultat de l'exercice	9 224 833	2 382 061
Capitaux propres	162 822 835	158 964 896
Emprunts à long et moyen terme	0	0
Provisions pour risques et charges	8 535 554	11 785 521
Autres ressources permanentes	0	0
Capitaux permanents	171 358 389	170 750 416
Dépôts de la clientèle	550 976 806	476 740 038
Régularisations et divers	20 025 718	23 012 603
Opérations de trésorerie	90 950 733	139 056 226
TOTAL	833 311 646	809 559 283

HORS BILAN	31/12/2015	31/12/2016
Engagements reçus des correspondants	0	0
Engagements donnés sur ordre de la clientèle	70 024 404	99 307 800
Engagements reçus de la clientèle	100 047 305	82 048 302
COMPTES D'EXPLOITATION	31/12/2015	31/12/2016
Produits des opérations de crédit	32 829 277	36 235 940



RAPPORT FINANCIER

Charges des opérations de crédit	3 107 895	3 304 178
Marge sur les opérations avec la clientèle	29 721 382	32 931 762
Produits des opérations de trésorerie	4 719 437	2 645 281
Charges des opérations de trésorerie	3 917 062	3 587 523
Marge sur les opérations de trésorerie	802 375	942 242
Commissions et produits bancaires divers	3 095 066	2 510 981
Marge bancaire ou PNB	33 618 823	34 500 501
Produits divers	1 128 075	977 903
Produits accessoires	819 041	729 194
Total produits divers	1 947 116	1 707 096
Matières et fournitures consommées	739 001	791 509
Transports consommés	189 658	183 559
Autres services consommés	2 053 444	2 279 826
Charges et pertes diverses	6 857 276	4 657 254
Charges générales d'exploitation	9 839 380	7 912 148
Frais du personnel	3 220 173	3 407 921
Impôts et taxes	150 391	179 380
Résultat brut d'exploitation	22 355 996	24 708 148
Dotations aux amortissements	1 319 287	1 372 273
Dotations aux provisions	15 292 350	20 171 691
Reprise sur provisions	8 415 257	463 719
Total des dotations	8 196 380	21 080 244
Résultat net d'exploitation	14 159 616	3 627 904
Produits hors exploitation	32 435	36 806
Charges hors exploitation	0	0
Résultat net hors exploitation	32 435	36 806
Résultat avant impôts	14 192 050	3 664 710
Impôts	4 967 218	1 282 648
Résultats Net	9 224 833	2 382 061





CCEI BANK GE

Groupe Afriland First Bank

L'intérêt de la Clientèle est notre priorité !

CCEI BANK GE



Platinum



Titanium



Classic



Flash Transfer
Transfer rapide d'argent



MoneyGram®



eBanking

WWW.CCEIBANKGE.COM



CCEI BANK GE

Groupe Afriland First Bank

4 principales raisons pour choisir la **CCEI Bank GE**



Des produits et services financiers adaptés à la situation particulière de chaque client et de l'environnement africain.



La mise à disposition d'instruments de financement de l'initiative privée;



Un personnel multiculturel et pluridisciplinaire reconnu pour son écoute, la qualité et la justesse de ses conseils;

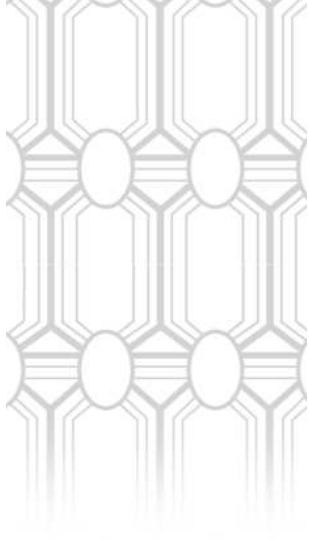


Un accompagnement effectif sur les cinq continents à travers ses filiales, ses bureaux de représentation et son important réseau de correspondants

*Siège Social : Zone Malabo II
B.P. : 428 Malabo
Tél : 00240 333 09 22 03 / 00240 333 09 29 10
Fax : 00240 333 09 33 11
Code Swift : CCEIGQQQ
Site Web : www.cceibankge.com*

Le Pacte de Réussite





2 0 1 6

▣ Rapport Général des Commissaires aux Comptes



RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2016
Aux Actionnaires de
CCEI BANK GE
Malabo

DECEMBRE 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la CCEI BANK GE tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- le respect de la réglementation prudentielle ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi ;
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne.

RESPONSABILITE DE LA DIRECTION

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers conformément aux principes comptables édictés par le Plan Comptable des établissements de crédit, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITE DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'audit et selon les normes de la profession applicables en Guinée Equatoriale, dans le cadre de l'article 710 de l'Acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, ainsi que la réglementation COBAC applicable aux établissements bancaires. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

tent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque à la fin de cet exercice, conformément aux principes comptables édictés par le Plan Comptable des établissements de crédit.

2. Respect de la réglementation prudentielle

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications relatives au respect de la réglementation prudentielle. Nous n'avons pas d'observation à porter à votre attention.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé, conformément aux normes généralement admises, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

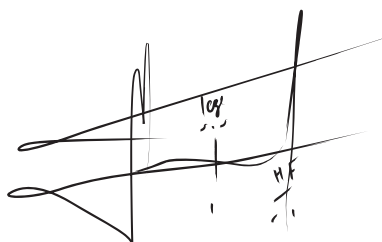
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Malabo, le 08 Juin 2017

Les Commissaires aux Comptes

Universal Consulting
Marc KEOU NGASSA
Expert-Comptable Agréé CEMAC

Cabinet Hubert Feze
Hubert Feze
Expert-Comptable Agréé CEMAC



*Con
Avec*

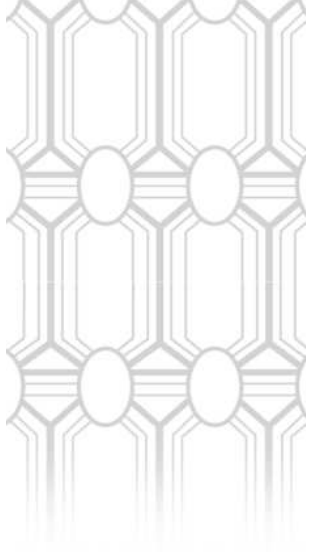


CCEI BANK GE

*concluimos
nous concluons*

*El pacto del,
Le pacte de* **Exito**
Réussite

www.cceibankge.com



2 0 1 6

**□ Rapport Spécial des
Commissaires aux Comptes**



RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires de
CCEI BANK GE
Malabo

Mesdames Messieurs

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre banque nous vous présentons notre rapport spécial sur les conventions visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

Il ne nous appartient pas, conformément à l'article 440 du droit des sociétés et du groupement d'intérêt économique OHADA, de rechercher l'existence de convention, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé.

Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

I. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

NEANT.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Nous avons été avisés en application de l'article 440 de l'acte uniforme OHADA relatif au droit des sociétés et du groupement d'intérêt économique, que l'exécution des conventions suivantes approuvées au cours d'exercices antérieurs s'est poursuivie au cours du présent exercice.

Convention de crédit avec Intermarket Banking Corporation Zambia Ltd

- Administrateur concerné : Afriland First Group.
- Nature et objet : octroi d'un crédit à court terme de trésorerie de FCFA 1 552 905 000 par la CCEI BANK GE à Intermarket Banking Corporation Zambia au taux de 4,5% l'an, remboursable sur une durée de 1 an.

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Convention de crédit en pool bancaire

- ❑ Administrateur concerné : Afriland First Bank Cameroun.
- ❑ Nature et objet : octroi d'un crédit long terme de FCFA 14 143 921 114 par Afriland First Bank Cameroun et CCEI BANK GE à Afriland First Bank Congo démocratique au taux de 4,75% l'an, remboursable sur une durée de 08 ans avec une période de différé de 6 mois.

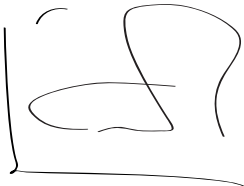
Convention portant sur les frais d'assistance technique : Afriland First Group / CCEI BANK GE

- ❑ Administrateur concerné : Afriland First Group.
- ❑ Nature et objet : Assistance technique à CCEI BANK GE.
- ❑ Modalités de paiement : 4,5% du chiffre d'affaires.
- ❑ Montant des charges comptabilisées au 31 décembre 2016 : I 744 572 255 F CFA

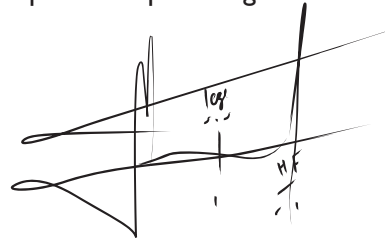
Malabo, le 08 Juin 2017

Les Commissaires aux Comptes

Universal Consulting
Marc KEOU NGASSA
Expert-Comptable Agréé CEMAC



Cabinet Hubert Feze
Hubert Feze
Expert-Comptable Agréé CEMAC





CCEI BANK GE

Groupe Afriland First Bank



La Solution
"FIRST"
pour la **SECURITE**
de votre **ARGENT...**

Siège Social : Zone Malabo II - B.P. : 428 Malabo
Tél : 00240 333 09 22 03 / 00240 333 09 29 10 - *Fax* : 00240 333 09 33 11
Code Swift : CCEIGQGQ - *Site Web* : www.cceibankge.com

Le Pacte de Réussite